POLITIQUE DE CONFORMITÉ AUX MESURES DE CONTRÔLE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Finalité :

Communiquer les objectifs de la direction et établir des normes de conformité aux mesures de contrôle du commerce international pour tous les aspects de l'activité de WM.

Tous les membres de la direction, les directeurs et les employés de Stericycle, Inc. et de ses entités contrôlées¹ et filiales doivent se conformer à la politique mondiale de sanctions de Stericycle, jointe en annexe 7.

Rappels importants :

- Les lois et les réglementations sur le contrôle du commerce international sont compliquées. Adressez-vous au département de l'éthique et de la conformité de WM (internationalcompliance@wm.com) chaque fois que vous avez des questions ou des préoccupations concernant vos obligations de conformité ou cette politique.
- Vous devez lire soigneusement l'intégralité de la Politique de conformité à la réglementation du commerce international et respecter la lettre et l'esprit des conseils décrits ci-dessous.
- Gardez ces principes et concepts à l'esprit pendant toutes les opérations commerciales.
- Vous devez lire la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international parallèlement à cette Politique. La Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international fournit des informations supplémentaires sur les étapes à suivre pour vérifier la conformité à la Politique avant de conclure une transaction commerciale avec une contrepartie étrangère ou en vertu de laquelle WM recevra ou fournira des biens/services à l'international.
- Cette politique et la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international est en accord avec l'approche axée sur le risque, adoptée par WM en matière de conformité.

Politique :

WM et ses filiales, divisions et sociétés affiliées dans le monde (« WM » ou la « Compagnie ») s'engagent à mener leurs activités commerciales dans le respect des lois et réglementations sur le commerce international applicables, y compris des lois et réglementations qui imposent des sanctions commerciales et économiques, qui contrôlent les exportations, qui restreignent la participation à certains boycottages étrangers, qui protègent les droits humains (trafic de personnes, travail des enfants, etc.) et qui réglementent ou restreignent les importations de marchandises.

WM est une multinationale engagée, par exemple, dans les types de relations ou de transactions transfrontalières suivantes avec des contreparties étrangères :

- Exportation de matières résiduelles de papier et de certaines matières recyclables depuis les États-Unis, le Canada et d'autres pays vers des acheteurs étrangers;
- Importation de matières résiduelles spéciales (matières résiduelles dangereuses et difficiles à manipuler, etc.) vers des lieux d'enfouissement de matières résiduelles dangereuses aux États-Unis et au Canada;
- Importation de matières résiduelles depuis le Canada en vue de leur élimination dans des lieux d'enfouissement aux États-Unis (et vice versa);
- Importation et exportation d'équipement, de véhicules et de pièces entre les États-Unis et le

- Canada;
- Achat de services, de pièces et d'équipements auprès de fournisseurs étrangers;
- Importation aux États-Unis de sacs Bagster fabriqués en Chine, au Vietnam et en Inde;
- Recours à des services professionnels fournis par un prestataire de services non indien à une filiale de WM en Inde;
- Recours à des services numériques fournis par des entreprises installées dans l'Union européenne qui seront exécutés aux États-Unis;
- Prestations de conseil sur le développement durable et l'environnement auprès de clients internationaux.

Tous les employés de WM qui exécutent des transactions commerciales : (i) avec une contrepartie étrangère; (ii) portant sur des services qui seront exécutés dans un pays étranger; ou (iii) impliquant l'importation ou l'exportation de biens à l'international (chacune d'elle étant désignée ci-après « Transaction internationale ») doivent comprendre et respecter l'intégralité de cette Politique de conformité aux mesures de contrôle du commerce international et de la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international de la Compagnie. Les employés de WM ne doivent pas mener d'opérations de WM ou conclure de transactions en violation des lois applicables sur les sanctions commerciales et économiques, sur le contrôle des exportations, sur les importations ou contre le boycottage. Aucun employé n'aura à subir de conséquences négatives pour avoir refusé de s'engager dans une transaction qui enfreindrait les lois applicables sur le commerce international, même si WM doit perdre un contrat.

A. Sanctions et autres conséquences en cas de violation

Les violations des lois sur le commerce international applicables peuvent entraîner des amendes et des sanctions civiles et pénales pour la Compagnie et nuire à sa réputation et à ses relations avec les organismes de réglementation, les clients, les fournisseurs et les créanciers. En cas de violation des lois sur les sanctions, sur le contrôle des exportations, sur les importations et contre le boycottage, l'employé peut également faire l'objet de sanctions civiles et pénales.

B. Lois et réglementations sur le commerce international

1. Sanctions commerciales et économiques

a. Introduction

Les sanctions commerciales ou économiques sont des mesures imposées par les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada et d'autres pays qui ciblent certains pays ou territoires, certaines entités (dont des entités publiques) et certains individus (terroristes, groupes rebelles, trafiquants de drogue, etc.).

Il existe différents types de sanctions, notamment des restrictions au commerce (p. ex. interdictions d'importation ou d'exportation dans certains secteurs stratégiques), des restrictions sectorielles (p. ex. restrictions au sein de différents secteurs tels que l'énergie ou la finance) et l'interdiction d'effectuer des transactions/le gel des avoirs portant sur des individus, des entités et certains navires et avions.

b. Pays/territoires sanctionnés

Plusieurs pays maintiennent des régimes de sanctions mondiales à l'encontre de pays ou de territoires spécifiques. Les pays/territoires sanctionnés et la nature des sanctions imposées varient et évoluent au fil du temps. Les listes en vigueur de pays/territoires sanctionnés sont présentées à l'annexe 1.

Il est interdit à WM et aux employés de la Compagnie de faire des affaires dans, avec ou impliquant les **pays/territoires sanctionnés de la liste des « Pays interdits »**. Voir à l'annexe 1 des informations supplémentaires sur les interdictions de traiter dans, ou avec des contreparties installées dans, les pays/territoires sanctionnés de la liste des « Pays interdits ».

D'autres pays, figurant dans la liste des **« Pays présentant un risque élevé »** de l'annexe 1, font l'objet de sanctions limitées ou ciblées qui visent des secteurs ou des responsables gouvernementaux spécifiques de ces pays. Voir à l'annexe 1 des informations supplémentaires sur les précautions à prendre avant de faire des affaires dans, ou avec des contreparties installées dans, les Pays présentant un risque élevé.

c. Listes de parties sanctionnées/soumises à des restrictions

Il est généralement interdit à WM de s'impliquer, directement ou indirectement, avec des parties sanctionnées/soumises à des restrictions. Une « Partie sanctionnée/soumise à des restrictions » est une personne, une entité, un navire ou un avion qui figure sur (ou qui est détenu ou contrôlé par un individu ou une entité ou qui agit au nom d'un individu ou d'une entité figurant sur) une liste applicable de parties soumises à des restrictions établie par les États-Unis, l'Union européenne, le Canada ou autre. Voir l'annexe 2 pour obtenir des informations supplémentaires sur les restrictions au commerce avec des Parties sanctionnées/soumises à des restrictions.

d. Procédure de conformité

Pour s'assurer que la Compagnie ne s'engage pas dans une quelconque activité dans un Pays interdit, avec une Partie sanctionnée/soumise à des restrictions ou dans un Pays présentant un risque élevé sans avoir pris les précautions appropriées, les employés de WM qui envisagent de mener des transactions à l'international doivent suivre les procédures de vérification rigoureuse décrites dans la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international.

2. Contrôle des exportations

Pour des raisons de sûreté nationale, de politique étrangère et autres, les lois sur le contrôle des exportations des États-Unis, de l'UE, du Canada et d'autres pays réglementent le mouvement des articles (biens, technologies, logiciels, etc.) entre des (et, dans certains cas, à l'intérieur de) pays et personnes étrangères, sachant que ces lois restreignent également les transferts d'articles destinés à certaines utilisations finales interdites. Les États-Unis imposent de larges restrictions liées au contrôle des exportations, ce qui signifie que certains biens, logiciels et technologies provenant des États-Unis continuent à être contrôlés même une fois qu'ils ont quitté les États-Unis et même lorsqu'ils ne sont plus manipulés par une personne ou une entité américaine. Voir l'annexe 3 et la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international pour obtenir des informations supplémentaires sur la conformité aux mesures de contrôle des exportations.

3. Restrictions à l'importation

Pour importer des articles sans retard et sans sanction, WM doit prendre des mesures raisonnables pour se conformer à toutes les lois et réglementations sur l'importation applicables. Voir l'annexe 4 et la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international pour obtenir des informations supplémentaires sur la conformité aux restrictions à l'importation.

4. Exigences anti-boycottage

La politique de WM exige le respect des lois et réglementations anti-boycottage du Canada et des États-Unis, ainsi que des politiques anti-boycottage applicables du gouvernement canadien. Il est interdit de fournir une quelconque forme de soutien ou de participer à des boycottages étrangers que les États-Unis ou le Canada ne soutiennent pas, notamment le boycottage d'Israël par la Ligue arabe. Voir l'annexe 5 et la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international pour obtenir des informations supplémentaires sur la conformité aux exigences anti-boycottage.

Certaines provinces canadiennes maintiennent une législation anti-boycottage similaire et le gouvernement canadien maintient, s'il y a lieu, des politiques internes en vertu desquelles le soutien du gouvernement peut être refusé pour des transactions impliquant des actions discriminatoires ou liées au boycottage. Bien qu'une demande de boycottage recevable ou interdite puisse provenir de n'importe quel pays, des précautions supplémentaires doivent être prises pour traiter avec ces pays.

C. Conformité et suspicions de violations

Tout employé de la Compagnie qui enfreint cette Politique s'expose à des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'à la cessation d'emploi. Les employés sont encouragés à consulter et à suivre la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international et à demander conseil auprès du responsable de la Politique, du chef de la direction de la conformité de la Compagnie ou en contactant la ligne d'assistance à l'intégrité de la Compagnie, et doivent signaler toute préoccupation ou suspicion de violation à ces mêmes interlocuteurs. La Compagnie ne tolère aucune forme de représailles ou d'action préjudiciable personnelle à l'encontre d'une personne qui a signalé une violation potentielle en toute bonne foi ou avec des motifs raisonnables.

D. Autres politiques de WM applicables

Outre le respect de cette Politique, vous devez également vous conformer à toutes les autres politiques applicables de la Compagnie, notamment la Procédure de conformité aux mesures de contrôle du commerce international, la Politique anticorruption, la Politique sur les droits humains, la Politique d'achat, la Politique sur les exportations de plastique, la Politique de lutte contre le trafic de personnes et l'esclavage moderne, le Code de conduite et le Code de conduite des fournisseurs.

E. Signalements

Obligations de signalements

Vous êtes dans l'obligation de signaler tout manquement à la Politique auprès du chef de la direction de la conformité de WM, du Comité chargé de la conformité internationale ou en contactant la ligne d'assistance à l'intégrité de WM, gérée par une tierce partie, que ce soit en ligne sur

Août 2023

www.wm.com/speakup ou par téléphone (le numéro de téléphone sans frais de votre pays se trouve sur www.wm.com/speakup). Tous les appels vers la ligne d'assistance à l'intégrité peuvent rester anonymes, même si les employés sont encouragés à s'identifier pour permettre une évaluation complète et approfondie.

Absence de représailles

Les représailles vis-à-vis d'une personne ayant signalé en toute bonne foi la mauvaise conduite d'une autre personne sont interdites par la loi et WM n'autorise aucune représailles de quelque sorte que ce soit à l'encontre d'un employé qui signale une mauvaise conduite en toute bonne foi.

Non-respect de cette Politique

Tout employé qui ne respecte pas les dispositions de la Politique s'expose à des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'à la cessation d'emploi. De plus, en cas de violation des lois sur les sanctions, sur le contrôle des exportations, contre le boycottage et sur les importations, l'employé peut faire l'objet de sanctions civiles et pénales.

Outils et ressources supplémentaires

Si vous avez des questions sur l'application des lois et des réglementations sur le contrôle du commerce ou de cette Politique à une quelconque transaction ou autre activité dans laquelle vous êtes impliqué, adressez-vous au département de l'éthique et de la conformité de WM (InternationalCompliance@wm.com).

De plus, notez que vous avez le devoir de VOUS FAIRE ENTENDRE et de signaler toute activité qui, selon vous, enfreint ou pourrait enfreindre les lois sur le contrôle du commerce, les réglementations ou cette Politique, afin qu'une enquête puisse être menée et que les mesures correctives nécessaires puissent être prises. Tout signalement relatif à une non-conformité aux lois sur le contrôle du commerce, aux réglementations ou à cette Politique est examiné en priorité.

WM interdit et ne tolère aucune représailles ou menace de représailles à l'encontre d'une personne qui SE FAIT ENTENDRE en toute bonne foi. Tout employé de la Compagnie qui dissuade ou empêche une autre personne de faire un tel signalement ou de demander l'aide ou l'assistance dont elle a besoin pour faire un tel signalement s'expose à des mesures disciplinaires.

Exigences en matière d'approbation :

S/O

Approbation des modifications :

Les modifications de la Politique sont du ressort du responsable de la Politique, s'il y a lieu. Les demandes de modification doivent être transmises à l'aide du Formulaire d'approbation des modifications.

Annexe 1 – Pays/territoires sanctionnés

1. Pays/territoires interdits

Ces pays et territoires font l'objet de sanctions importantes et pratiquement toutes les relations d'affaires et autres transactions de quelque type que ce soit avec ces pays/territoires, leurs gouvernements et leurs entreprises sont interdites. Ces interdictions comprennent la « facilitation » (c'est-à-dire le fait pour le personnel de WM de provoquer ou d'aider) de transactions impliquant certains pays/territoires sanctionnés de la liste des « Pays interdits » qui sont intégralement réalisées en dehors des États-Unis. Le terme « facilitation » est interprété de manière large par le gouvernement des États-Unis et inclut des activités telles que l'autorisation, le financement, l'approbation ou toute autre contribution à une transaction interdite. En outre, la Compagnie ne peut généralement pas participer à une transaction impliquant, ou susceptible de bénéficier à, une quelconque agence gouvernementale, entreprise ou personne située dans ces pays ou territoires ou provenant de ces pays ou territoires, même si la transaction n'est pas menée dans ces pays ou territoires.

WM est une entité dont le siège social est situé aux États-Unis. Les filiales de WM sont traitées comme des personnes morales américaines en vertu de certaines sanctions des États-Unis, notamment les sanctions en vigueur concernant Cuba et l'Iran, deux pays sanctionnés figurant sur la liste des « Pays interdits ». Adressez-vous au département de l'éthique et de la conformité de WM si vous avez des questions concernant l'application de ces restrictions à des unités commerciales ou à des filiales installées à l'extérieur des États-Unis et, dans tous les cas, avant de parler affaires avec des partenaires commerciaux potentiels de ces pays.

Les pays et les territoires qui font l'objet de sanctions importantes, applicables à l'ensemble du pays ou du territoire, en vertu des lois de certains pays sont les suivants :

- Afghanistan
- Bélarus
- Cuba (entités relevant du ressort territorial des États-Unis; le siège social de WM étant installé aux États-Unis, aucune transaction n'est autorisée avec Cuba. Toutefois, en raison de la législation de blocage canadienne, tout employé canadien de WM qui reçoit une demande concernant des transactions ou des opportunités commerciales potentielles à Cuba ou avec une contrepartie cubaine doit immédiatement faire remonter l'information auprès du conseiller juridique interne concerné de WM ou du département de l'éthique et de la conformité de WM.)
- Iran
- Corée du Nord
- Syrie
- Ukraine :
 - Crimée (entités relevant du ressort territorial des États-Unis et de l'Union européenne)
 - République populaire de Donetsk en Ukraine (entités relevant du ressort territorial des États-Unis et de l'Union européenne)
 - République populaire de Luhansk en Ukraine (oblast de Luhansk) (entités relevant du ressort territorial des États-Unis et de l'Union européenne)
 - Région de Sébastopol (entités relevant du ressort territorial de l'Union européenne)
 - Kherson (entités relevant du ressort territorial de l'Union européenne)
 - Oblast de Zaporijia (entités relevant du ressort territorial de l'Union européenne)
- Russie
- Venezuela

Août 2023

La liste ci-dessus est susceptible d'être modifiée. La liste la plus récente des pays faisant l'objet de sanctions complètes peut être consultée sur le site Web suivant : <https://orpa.princeton.edu/export-controls/sanctioned-countries>

2. Pays présentant un risque élevé

Les « Pays présentant un risque élevé » sont des pays qui font l'objet de sanctions ciblées, de sanctions visant un nombre important de personnes dans ou provenant de ces pays ou d'embargos commerciaux et/ou qui sont considérés comme susceptibles de générer des risques potentiels importants pour la Compagnie.

Les sanctions ciblées, y compris les restrictions en matière d'utilisateurs finaux et d'utilisations finales, ne sont pas des interdictions totales de faire des affaires mais imposent des limitations substantielles à la capacité de la Compagnie d'effectuer des transactions commerciales avec certaines personnes physiques ou morales. Les sanctions ciblées peuvent inclure :

- Gels des avoirs, y compris l'interdiction de mettre des fonds et des ressources économiques à la disposition de personnes physiques et morales soumises à un gel des avoirs ou à une interdiction de toute transaction avec des personnes physiques et morales;
- Restrictions de déplacement par le biais d'interdictions de visas;
- Embargos sur les armes;
- Restrictions sur le transfert de technologie, par exemple pour certains types de logiciels relatifs à des biens à double usage;
- Restrictions à l'importation/exportation;
- Restrictions financières;
- Restrictions applicables à certains secteurs industriels.

WM et les employés de WM peuvent faire des affaires avec des entités dans des Pays présentant un risque élevé à condition que cela n'enfreigne pas les restrictions spécifiques applicables aux transactions, entités ou individus spécifiés.

Les pays suivants sont considérés comme des Pays présentant un risque élevé :

- Bulgaria
- Burkina Faso
- Cameroon
- Croatia
- Democratic Republic of Congo
- Haiti
- Jamaica
- Kenya
- Mali
- Mozambique
- Namibia
- Philippines
- Senegal
- South Africa
- South Sudan
- Syria
- Tanzania
- Turkiye
- Vietnam
- Yemen

Annexe 2 – Liste des Parties sanctionnées/soumises à des restrictions

Dans le cadre de ses activités commerciales, il est crucial que WM effectue des vérifications (p. ex. par rapport aux listes des parties sanctionnées/soumises à des restrictions) au sujet de ses clients, des représentants des ventes, des fournisseurs, des cibles d'acquisition, des partenaires commerciaux, des navires, des avions et des autres tiers potentiels et existants impliqués dans les activités commerciales de WM. Les détenteurs de ces partenaires commerciaux doivent également faire l'objet de vérifications sachant que certaines listes de Parties sanctionnées/soumises à des restrictions aux États-Unis interdisent les transactions et les opérations avec des entités ne figurant pas sur les listes mais qui sont détenues à 50 % ou plus, individuellement ou de manière collective, directement ou indirectement, par une ou plusieurs personnes physiques ou morales figurant sur ces listes. De plus, certaines sanctions d'autres juridictions interdisent les transactions et les opérations « au nom de » ou « au profit de » personnes physiques ou morales figurant sur les listes et peuvent interdire les transactions avec des entités lorsque des personnes figurant sur les listes sont, de fait, les véritables propriétaires de l'entité ou en possèdent le contrôle, même si elles détiennent moins de 50 % d'une entreprise ou d'une entité. Cette vérification a pour objet de confirmer que WM ne s'engage pas dans des relations commerciales avec des parties interdites figurant sur une liste de Parties sanctionnées/soumises à des restrictions ou avec les personnes qui agissent en leur nom. **De manière générale, WM ne doit pas être impliquée dans une quelconque activité dans laquelle une partie figurant sur une liste de Parties sanctionnées/soumises à des restrictions est également impliquée. Ceci comprend les investissements et les activités commerciales et non commerciales.**

Annexe 3 – Contrôle des exportations

WM ne doit jamais exporter, réexporter ou transférer (à l'intérieur d'un pays) d'articles soumis aux lois sur le contrôle des exportations applicables des États-Unis, de l'Union européenne, du Canada et/ou d'autres pays sans avoir obtenu l'autorisation requise et doit toujours respecter les conditions générales des autorisations ou licences d'exportation.

En raison de la nature des opérations de la Compagnie, il est peu probable que WM exporte des articles nécessitant une autorisation d'exportation sur la base de leur classification d'exportation, car la plupart des produits, logiciels et technologies de WM ne figurent pas sur une liste de contrôle des exportations en tant qu'articles contrôlés. Toutefois, en raison de l'envergure internationale des opérations de WM, la Compagnie doit s'assurer qu'aucune exportation n'est réalisée sans que l'autorisation d'exportation requise ait été obtenue et doit être particulièrement attentive aux risques de détournement vers un pays/territoire sanctionné ou vers une Partie sanctionnée/soumise à des restrictions. Même l'article le plus inoffensif ne peut pas être exporté vers de tels pays/territoires ou destinataires sans autorisation d'exportation.

Outre les lois sur le contrôle des exportations qui imposent des obligations en matière de licence d'exportation, d'autres réglementations exigent la déclaration de données d'exportation exactes, qui portent notamment sur la valeur, la classification, la description des marchandises et d'autres informations sur les articles exportés. Lorsqu'il agit en tant qu'exportateur attitré, WM doit vérifier avec soin que les bonnes données d'exportation sont déclarées en lien avec les exportations de WM. En aucun cas une quelconque exportation ou vente ou un quelconque transfert ou autre mouvement de biens ne peut être réalisé en infraction des lois applicables, y compris des lois sur la déclaration des données d'exportation.

i. Union européenne

Les contrôles portant sur les exportations d'articles à double usage provenant de l'Union européenne sont régis par le règlement de l'Union européenne sur le contrôle des exportations des biens à double usage. Ce règlement ne se limite pas au contrôle des exportations de biens à double usage, tels qu'ils sont énumérés à l'annexe I du règlement de l'Union européenne sur le contrôle des exportations des biens à double usage; ces restrictions concernent également certains types d'assistance technique, mais aussi de courtage, de transit et de transfert de biens à double usage. Les exportations de biens énumérés à l'annexe I du règlement nécessitent une licence d'exportation qui doit être demandée aux autorités de l'État membre concerné avant l'exportation. Pour les exportations de biens à double usage vers des « pays amis » [Australie, Canada, Islande, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suisse (y compris le Liechtenstein), Royaume-Uni et États-Unis], WM peut bénéficier de l'Autorisation générale d'exportation de l'Union n° EU001, qui allège de manière significative la procédure administrative d'octroi d'une licence (limitée à certaines obligations de déclaration et de tenue des dossiers).

L'Union européenne applique des contrôles « attrape-tout » sur les biens à double usage non listés. Ces contrôles exigent que WM réalise une vérification rigoureuse pour les juridictions soumises à un embargo sur les armes ou autrement sensibles afin de s'assurer que ces exportations ne déclenchent pas les contrôles des exportations de l'Union européenne. Par exemple, si WM sait que les articles qu'elle souhaite exporter sont :

- destinés à une utilisation finale militaire dans un pays soumis à un embargo sur les armes;
- destinés à être utilisés, en totalité ou en partie, en lien avec des armes biologiques, chimiques ou nucléaires ou avec des missiles capables de transporter de telles armes; ou
- des articles de cybersurveillance susceptibles d'être utilisés en lien avec la répression interne et/ou avec de graves violations des droits de la personne internationaux ou du droit de la personne international.

ii. **Canada**

Les exigences du Canada en matière de contrôle des importations et des exportations sont définies dans la *loi sur les licences d'exportation et d'importation* (désignée ci-après « LLEI »). Les contrôles d'exportation s'appliquent aux biens et aux technologies identifiés dans le Guide des contrôles à l'exportation du Canada ou aux pays figurant dans la Liste des pays visés (désignée ci-après « LPV »). La Liste des marchandises et technologies d'exportation contrôlée (désignée ci-après « LMTEC ») (version de décembre 2021) est disponible à l'adresse : https://www.international.gc.ca/trade-commerce/guides/export_control_list-liste_exportation_controlee_2021.aspx?lang=fra

Les types de licences disponibles en vertu de la LLEI comprennent les licences d'exportation individuelles et les licences générales d'exportation. Une licence d'exportation individuelle est exigée lorsqu'un article figure sur la LMTEC ou sur la LPV, sauf si une licence générale d'exportation est disponible. Les licences générales d'exportation permettent l'exportation de certains articles depuis le Canada vers certaines destinations éligibles au moyen d'une procédure administrative simplifiée. Les licences générales d'exportation couramment utilisées comprennent :

- Licence générale d'exportation n° 12 – Marchandises provenant des États-Unis : La licence générale d'exportation n° 12 permet d'exporter toute marchandise provenant des États-Unis visée à l'article 5400 vers la plupart des destinations sans licence d'exportation individuelle, lorsque cela est autorisé en vertu des contrôles des exportations des États-Unis.
- Licence générale d'exportation n° 41 – Marchandises et technologies à double usage exportées vers certaines destinations : La licence générale d'exportation n° 41 permet l'exportation de marchandises et technologies à double usage vers certaines destinations sans licence d'exportation individuelle, sous réserve de certaines conditions.

La réglementation canadienne relative au contrôle des exportations comprend une disposition « attrape-tout » similaire à celle de l'Union européenne pour gérer les exportations d'articles non contrôlés qui sont quand même susceptibles d'être utilisés, directement ou indirectement, pour faciliter des activités interdites par la plupart des gouvernements (armes chimiques ou biologiques, prolifération nucléaire ou technologie des missiles). Cette disposition « attrape-tout » stipule que les exportations de produits non contrôlés destinés à certaines utilisations finales et à certains utilisateurs finaux doivent être autorisées avant l'exportation. WM doit donc savoir comment les biens, les technologies, les logiciels ou les services exportés seront utilisés et par qui.

Annexe 4 – Restrictions à l'importation

Lorsqu'elle agit en tant qu'importateur attiré, WM doit prendre des mesures raisonnables pour entrer, classifier, déterminer et déclarer la valeur exacte des marchandises importées et pour fournir tout autre renseignement nécessaire pour permettre aux autorités douanières d'évaluer les droits de douane, de collecter des statistiques commerciales exactes et de déterminer si les autres exigences légales applicables ont été satisfaites. En aucun cas une quelconque importation ou vente ou un quelconque transfert, achat ou autre mouvement de biens ne peut être réalisé en infraction des lois applicables.

WM s'engage également à respecter les lois des États-Unis et d'autres pays sur le travail forcé et l'esclavage moderne, notamment la *Uyghur Forced Labor Protection Act* (UFLPA), telles qu'elles se reflètent dans la Politique de lutte contre le trafic de personnes et l'esclavage moderne, la Politique sur les droits de la personne et le Code de conduite des fournisseurs de la Compagnie. WM n'utilise pas et WM interdit à ses fournisseurs, sous-traitants et consultants d'utiliser une quelconque forme de travail forcé ou contraint dans la production des biens ou services fournis à WM. Il est interdit aux fournisseurs, aux sous-traitants et aux consultants de la Compagnie de fournir à WM un quelconque produit fabriqué, en totalité ou en partie, avec des composants ou des services provenant de la région du Xinjiang en Chine. Il est également interdit aux fournisseurs, aux sous-traitants et aux consultants d'utiliser de la main-d'œuvre transférée depuis la région du Xinjiang en vertu de programmes du travail de la République populaire de Chine, y compris de programmes de jumelage ou de réduction de la pauvreté, dans la production des biens fournis à la Compagnie.

Annexe 5 – Conformité aux lois anti-boycottage des États-Unis

La liste suivante est une liste des pays qui exigent ou peuvent exiger la participation à, ou la coopération avec, un boycottage international (au sens de la section 999, paragraphe b, alinéa 3, du Code des impôts IRC de 1986) et qui peuvent exiger une déclaration, un refus d'assistance ou d'autres exigences. Il est interdit aux employés de WM d'autoriser ou de participer à un quelconque boycottage qui n'est pas validé par le gouvernement des États-Unis, par exemple à un quelconque boycottage d'Israël, y compris aux éléments suivants : (1) accords qui prévoient la discrimination (ou discrimination réelle) fondée sur la race, la religion, le genre ou la nationalité d'origine à l'encontre d'autres personnes et (2) accords qui prévoient le refus (ou refus réel) de faire des affaires en Israël ou avec des entreprises sur liste noire ciblées par des boycotts illicites. Bien qu'une demande de boycottage recevable ou interdite puisse provenir de n'importe quel pays, des précautions supplémentaires doivent être prises pour traiter avec les pays suivants :

- Irak
- Koweït
- Liban
- Libye
- Qatar
- Arabie Saoudite
- Syrie
- Yémen

Toute demande, exigence ou requête reçue concernant la participation à un quelconque boycottage qui n'est pas validé par le gouvernement des États-Unis doit être transférée au département de l'éthique et de la conformité de WM (InternationalCompliance@wm.com).

Annexe 6 - Lois sur la lutte contre le blanchiment de capitaux

i. Aperçu

Le blanchiment de capitaux est un processus qui consiste à dissimuler l'existence, la source illégale ou l'utilisation de revenus provenant d'activités illégales, puis à déguiser la source de ces revenus pour les rendre légitimes en apparence. Le blanchiment de capitaux peut concerner le produit d'un large éventail d'activités criminelles, notamment le trafic de stupéfiants, l'extorsion, la fraude bancaire, la fraude postale et la fraude à l'assurance. En vertu des lois de nombreuses juridictions, effectuer à la fois le blanchiment de capitaux et des transactions impliquant de l'argent blanchi (souvent appelé « produit de la criminalité ») est un crime.

Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et le Canada interdisent le blanchiment de capitaux par le biais de plusieurs lois, règlements et directives sur le blanchiment de capitaux. Les exigences spécifiques varient selon le type d'activité ; les partenaires commerciaux de l'entreprise, y compris ses institutions financières, ses investisseurs, ses prêteurs et ses clients, sont ou peuvent être soumis à des contrôles stricts pour contribuer à la détection et à la prévention du blanchiment d'argent.

ii. Juridictions à haut risque

Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental qui établit des normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive. Les États-Unis et l'Union européenne publient les listes du GAFI des juridictions présentant des lacunes dans ces domaines, en particulier une liste de « juridictions présentant un risque élevé » et une liste de « juridictions sous surveillance accrue »

Les pays suivants figurent actuellement sur la liste des juridictions à haut risque, également appelée « liste noire » à compter de mars 2024 : **Myanmar, Iran et Corée du Nord**. Ces juridictions présentent toutes des lacunes stratégiques dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment d'argent. Le GAFI demande instamment à toutes les personnes qui traitent avec des ressortissants de pays figurant sur la liste noire de faire preuve d'une diligence accrue dans le cadre de ces transactions.

Les pays suivants figurant actuellement sur la liste des juridictions sous surveillance accrue, également appelée « liste grise » à compter de mars 2024 sont les suivants : **Afrique du Sud, Barbade, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Croatie, République démocratique du Congo, Gibraltar, Haïti, Jamaïque, Mali, Mozambique, Nigeria, Philippines, Sénégal, Soudan du Sud, Syrie, Tanzanie, Turquie, Ouganda, Émirats arabes unis, Viêt Nam et Yémen**. Ces

Août 2023

juridictions travaillent activement avec le GAFI pour remédier aux lacunes stratégiques de leurs régimes de lutte contre le blanchiment d'argent. Le GAFI ne demande pas l'application de mesures de vigilance renforcée dans ces juridictions. Toutefois, l'UE utilise la liste grise pour mettre à jour ses obligations de vigilance à l'égard des juridictions présentant un risque élevé et pour exiger des entités réglementées qu'elles fassent preuve d'une vigilance accrue dans les transactions impliquant des juridictions de pays tiers présentant un risque élevé.

Les listes ci-dessus sont sujettes à de fréquentes modifications. Les listes les plus récentes peuvent être consultées sur le site Internet du GAFI : <https://www.fatf-gafi.org/fr/countries/liste-noire-et-liste-gris.html>

Annexe 7 - Politique mondiale de sanctions de Stericycle

1.0 OBJECTIF

Stericycle, Inc. s'engage à respecter les normes d'intégrité les plus élevées dans ses pratiques commerciales et à se conformer à la loi dans le cadre de la conduite de ses opérations commerciales, dans le monde entier, tel qu'énoncé dans le Code de conduite. L'objectif de la présente politique mondiale en matière de sanctions (désignée ci-après la « Politique ») est d'établir des lignes directrices visant à garantir le respect de toutes les sanctions et restrictions économiques et commerciales applicables (désignées ci-après les « Lois sur les sanctions ») dans les pays où nous exerçons nos activités.

2.0 CHAMP D'APPLICATION

Cette politique s'applique à tous les membres de la direction, aux directeurs et aux employés (ci-après désignés collectivement, les « membres de l'équipe ») de Stericycle, Inc. et de ses entités contrôlées, affiliées et de ses filiales (ci-après désignées collectivement « Stericycle ») et, le cas échéant, aux Partenaires commerciaux de Stericycle (tels que définis ci-dessous). Pour les entités pour lesquelles Stericycle n'a pas de participation majoritaire, Stericycle fera de son mieux pour mettre en œuvre cette Politique ou une Politique substantiellement similaire, ainsi que les procédures qui s'y rapportent.

Les membres de l'équipe Stericycle sont responsables de la lecture, de la compréhension et du respect de cette Politique.

3.0 DÉFINITIONS

Partenaire commercial : comprend les vendeurs, les fournisseurs et les clients de Stericycle.

Entité contrôlée : toute entité dans laquelle Stericycle, Inc. détient, directement ou indirectement, plus de 50 % des parts, obtient plus de 50 % des profits (ou du capital ou des intérêts bénéficiaires), ou détient plus de 50 % des sièges au conseil d'administration ou auprès d'un autre organe de direction ; ou toute entité dans laquelle Stericycle détient tout autre type de pouvoir de contrôle, tel qu'une action spécifique (golden share).

Client : comprend tout client actuel ou potentiel de Stericycle (nous fournissons des services ou vendons des biens en échange de revenus), et toute personne qui est propriétaire, actionnaire, employé, directeur, membre de la direction ou représentant d'un client actuel ou potentiel de Stericycle.

Lois sur les sanctions : restrictions réglementaires qui s'appliquent aux relations commerciales avec certains pays/territoires, gouvernements, groupes, entités, individus, ou biens ou services contrôlés. La nature et l'étendue de ces restrictions peuvent varier en fonction de la cible des sanctions (p. ex., limitation ou interdiction des importations/exportations de biens et/ou de services, restrictions sur les transactions financières, etc.) Il est important que tous les employés, les clients, les fournisseurs et les vendeurs connaissent et respectent les restrictions en matière de sanctions.

Fournisseur / Vendeur : comprend tout fournisseur actuel ou potentiel de Stericycle (nous achetons des services ou des biens pour répondre à nos besoins commerciaux), et toute personne qui est propriétaire, actionnaire, employé, directeur, membre de la direction, ou représentant d'un fournisseur actuel ou potentiel de Stericycle.

4.0 PROPRIÉTÉ/RESPONSABILITÉS

Si vous avez des questions concernant cette politique, vous devez contacter le département de la conformité et de l'éthique de WM (InternationalCompliance@wm.com).

De plus, veuillez noter que vous avez le devoir de VOUS FAIRE ENTENDRE et de signaler rapidement toute activité qui, selon vous, constitue ou pourrait constituer une violation des lois et règlements en matière de contrôle du commerce ou de la présente politique, afin que l'activité puisse faire l'objet d'une enquête et que les mesures correctives nécessaires puissent être prises. Tous les rapports de non-respect des lois et règlements en matière de contrôle du commerce ou de la présente politique seront examinés en priorité.

5.0 CONTEXTE

Les sanctions sont des outils de sûreté nationale et de politique étrangère, principalement mis en place par les États-Unis (É.-U.), le Royaume-Uni (R.-U.), l'Union européenne (U.E.) et les Nations unies (N.U.), bien qu'elles soient également appliquées par d'autres pays. Collectivement, elles imposent des restrictions en matière de conduite commerciale avec des pays, des entités, des groupes ou des personnes spécifiques dans certains pays. Les Lois sur les sanctions des É.-U., du R.-U. et de l'U.E s'appliquent aux personnes soumises à leurs juridictions respectives, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs territoires, et peuvent s'appliquer à des comportements entrepris par des personnes ou des entités qui ne sont pas des citoyens des É.-U., du R.-U. ou de l'U.E. ou des entités juridiques enregistrées dans ces pays. Différents pays ou régions (p. ex., l'U.E) peuvent également imposer des sanctions différentes.

Plus précisément, les Lois américaines sur les sanctions s'appliquent aux citoyens américains et aux étrangers résidents permanents/titulaires de la carte verte (quel que soit leur lieu de résidence ou d'emploi), aux entités dont l'organisation relève de Stericycle en vertu du droit américain (y compris leurs succursales non américaines, leurs employés et, dans certaines circonstances, leurs filiales non américaines) et à toute personne, y compris les ressortissants étrangers présents sur le territoire des États-Unis.

Les Lois sur les sanctions imposent des restrictions en matière de commerce international pour de nombreuses raisons :

- Protéger la sûreté nationale
- Mettre en œuvre et soutenir les objectifs de la politique étrangère
- Prévenir la prolifération des armes de destruction massive
- Protéger les droits de la personne
- Lutter contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants, la traite des personnes, la corruption, etc.

Les violations des Lois sur les sanctions peuvent entraîner de lourdes sanctions civiles et/ou pénales à l'encontre de l'entreprise et des personnes, notamment des amendes, des peines d'emprisonnement, des extraditions, la révocation des licences et la révocation des membres de la direction. De plus, les violations des Lois sur les sanctions peuvent nuire à la réputation de Stericycle et à ses relations commerciales, et restreindre le lieu et la manière dont nous pouvons faire des affaires.

En ce qui concerne les Lois sur les sanctions, il peut y avoir des conflits réels ou potentiels entre les lois des différents pays dans lesquels Stericycle exerce ses activités. La présente Politique se veut

conforme avec l'ensemble des lois et obligations légales applicables. Toute incohérence réelle ou potentielle entre la présente politique et toute loi applicable à une transaction doit être immédiatement signalée auprès du département de la conformité et de l'éthique de WM (InternationalCompliance@wm.com) avant de s'engager.

6.0 EXIGENCES

Stericycle s'engage à se conformer pleinement à toutes les Lois sur les sanctions applicables. La nature et l'étendue de ces lois et des restrictions qui en découlent peuvent varier (p. ex., concernant les limites sur les importations/exportations, les contrôles sur des biens et services spécifiques, les restrictions sur les opérations financières, etc.). Pour garantir la conformité, tous les membres de l'équipe Stericycle et les Partenaires commerciaux doivent connaître et respecter les Lois sur les sanctions applicables concernant :

L'endroit où nous exerçons nos activités : en assurant le respect des sanctions à l'égard des pays/territoires soumis à des restrictions

Les personnes/entités avec qui nous faisons des affaires : en assurant le respect des sanctions à l'égard des personnes et/ou des entités soumises à des restrictions

La manière dont nous exerçons nos activités : en s'assurant que nous ne contournons pas, n'éluodons pas ou ne facilitons pas la violation des Lois sur les sanctions

Bien que la liste ne soit pas exhaustive, les lieux suivants ont fait l'objet de Lois sur les sanctions :

- **Pays/Territoires à accès restreint** : Balkans, Belarus, Burundi, République centrafricaine, Crimée, Cuba, République démocratique du Congo, Hong Kong, Iran, Irak, Liban, Libye, Myanmar, Corée du Nord, Russie, Somalie, Soudan du Sud, Syrie, Ukraine, Venezuela, Yémen et Zimbabwe.

Les contrôles et les activités suivants doivent être effectués afin de garantir la conformité :

- Chaque entité juridique et unité commerciale de Stericycle doit obtenir suffisamment d'informations et de documentation sur les Partenaires commerciaux potentiels pour identifier raisonnablement les parties susceptibles d'être soumises aux Lois sur les sanctions. Cela comprend, au minimum, le nom, l'adresse et le(s) pays dans lequel (lesquels) le Partenaire commercial opère, ainsi que d'autres informations d'identification pertinentes.
- De plus, les vendeurs/fournisseurs et les clients non américains doivent faire l'objet d'un contrôle préalable par le Bureau de l'éthique et de la conformité. Tous les problèmes doivent être résolus avant de poursuivre avec le Partenaire commercial. Les conclusions et les recommandations effectuées à des fins de diligence raisonnable doivent être documentées et conservées, conformément aux exigences applicables en matière de contrôle interne et de conservation des documents.

Les membres de l'encadrement au niveau local sont chargés de veiller au respect de ces exigences sur le plan local.

Le département juridique et celui de la conformité et de l'éthique surveillent les réglementations relatives aux sanctions commerciales et informent l'entreprise de tout changement applicable.

6.1 Signaux d'alerte

Il existe des problèmes (ci-après désignés « signaux d'alerte ») qui, s'ils sont présents, devraient amener l'entreprise à examiner plus profondément si une transaction ou une relation peut présenter un problème potentiel au regard des Lois sur les sanctions applicables. Les personnes

exerçant des fonctions relatives aux finances, à l'approvisionnement, au commerce et à la trésorerie, en collaboration avec les entreprises locales, doivent signaler tout signal d'alerte auprès du département de la conformité et de l'éthique et/ou au département juridique afin de s'assurer que nous enquêtons et signalons, le cas échéant, tout signal d'alerte ou toute circonstance suspecte susceptible de soulever des questions en matière de sanctions. Voici quelques exemples de signal d'alerte :

- Un client ou un fournisseur réticent à fournir des informations ou des réponses claires sur des questions commerciales courantes, notamment sur la propriété effective, le lieu d'activité ou l'identité de ses clients
- Un fournisseur évasif au sujet de son modèle d'entreprise ou d'autres clients
- Des conditions de facturation ou de paiement inhabituelles, ou une demande de paiements importants en espèces
- Tout élément de preuve suggérant l'implication dans la transaction d'un territoire restreint ou d'une partie restreinte

Cette liste n'est pas exhaustive. Toute suspicion ou implication indirecte d'un territoire restreint, d'une partie restreinte, d'un article contrôlé ou tout autre problème de conformité aux sanctions doit faire l'objet d'une enquête plus approfondie, conformément à la présente Politique. Consultez l'annexe 1 pour plus d'informations sur les signaux d'alerte des sanctions mondiales.

7.0 EXCEPTIONS

Les exceptions à la Politique ne doivent être envisagées que dans les circonstances suivantes :

1. Circonstances imprévues - événements ou circonstances non prévus au moment de l'élaboration de la Politique, qui rendent la conformité indûment contraignante ou inapplicable.
2. Exigence juridique du pays - lorsqu'une évaluation juridique permet de déterminer que la politique est en conflit avec des lois/réglementations locales nouvelles ou imprévues.
3. Besoin professionnel - une justification/un besoin professionnel clair(e) qui ne peut être satisfait(e) en adhérant à la politique ou à la procédure.

Les demandes d'exceptions à la politique et aux procédures relatives aux sanctions globales doivent être dûment documentées et soumises au département de la conformité et de l'éthique de WM (InternationalCompliance@wm.com) avant la réalisation de la transaction en question. La documentation doit identifier l'exigence spécifique de la politique en question et les circonstances justifiant l'exception.

Si la demande d'exception est limitée à une transaction spécifique, le département de la conformité et de l'éthique examinera la demande, confirmera les circonstances décrites par le demandeur, identifiera les alternatives potentielles et évaluera l'impact et le risque potentiel créés par l'exception. Si, selon le département de la conformité et de l'éthique, le risque créé par l'exception est suffisamment limité ou peut être géré de manière adéquate, l'exception sera accordée. Le département de la conformité et de l'éthique documentera les faits et les circonstances pris en compte dans l'évaluation et l'approbation de la demande, y compris les personnes impliquées dans la décision, et conservera la documentation.

Si la demande d'exception nécessite également une modification permanente de la politique ou du processus de conformité, la modification proposée doit être présentée au département de la conformité et de l'éthique à des fins d'examen et d'approbation.

Les exceptions doivent être réduites au minimum et ne doivent pas compromettre l'intégrité et les objectifs généraux de la politique en question. En cas de non-respect de ces exigences, les personnes concernées peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'à la cessation d'emploi.

8.0 OBLIGATION DE SIGNALEMENT ET ABSENCE DE REPRÉSAILLES

WM se soucie de vous et attend de vous que vous VOUS FASSIEZ ENTENDRE lorsque vous avez une question, un problème ou une préoccupation en matière de conformité ou d'éthique, y compris de violations potentielles de cette politique. Lorsque vous vous FAITES ENTENDRE, c'est généralement votre superviseur ou les ressources humaines qui sont les mieux placés pour vous écouter. Vous pouvez également contacter :

- Un autre département tel que celui de la conformité et de l'éthique, des affaires juridiques, des enquêtes d'entreprise, de la sûreté de l'entreprise, de la sécurité, de l'audit interne, des affaires gouvernementales ou de la protection de l'environnement
- Tout membre du personnel cadre
- La ligne d'assistance à l'intégrité

Si vous ne vous sentez pas à l'aise pour signaler un problème ou une préoccupation auprès d'un membre de l'équipe WM, ou si vous avez déjà soulevé un problème et n'avez pas obtenu de réponse, veuillez contacter la ligne d'assistance à l'intégrité en utilisant les informations ci-dessous. Elle est gérée par une tierce partie auprès de qui vous pouvez faire des signalements de manière anonyme, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

- Signalement en ligne : wm.com/speakup
- Signalement par téléphone : appelez le numéro gratuit de votre pays, qui se trouve sur wm.com/speakup

WM interdit strictement toute forme de représailles à l'encontre d'un membre de l'équipe ou d'un tiers qui s'est FAIT ENTENDRE de bonne foi.

9.0 APPLICATION/DÉCLARATION DES CONSÉQUENCES EN CAS DE NON-RESPECT

Le respect de cette Politique est obligatoire. Stericycle peut, à sa discrétion, prendre des mesures disciplinaires à l'encontre de ceux qui ne se conforment pas à cette Politique, ou qui entreprennent toute action visant à entraver une enquête ou un audit (p. ex., cacher ou détruire toute information ou documentation, fournir de fausses réponses ou de fausses informations, effacer des courriels ou d'autres documents). Lesdites mesures disciplinaires peuvent aller jusqu'à la cessation d'emploi et à d'éventuelles poursuites judiciaires. Le fait de ne pas signaler de manière appropriée une faute présumée peut constituer une violation de la loi et peut également donner lieu à des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'à la cessation d'emploi.

10.0 POLITIQUES ET PROCÉDURES CONNEXES

- Code de conduite
- Politique de lutte contre la corruption

Août 2023

- Politique de lutte contre le blanchiment des capitaux
- Politique en matière de rapports et d'enquêtes internes
- Guide sur les signaux d'alerte en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et la corruption

11.0 DEMANDES D'INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES/INTERPRÉTATION

Si vous avez des questions sur cette Politique, veuillez contacter le département de la conformité et de l'éthique de WM (InternationalCompliance@wm.com).

De l'annexe 1 à l'annexe 7

LES SIGNAUX D'ALERTE LIÉS AUX SANCTIONS MONDIALES

1. Une rumeur selon laquelle le Partenaire commercial a un propriétaire réel et que cette information n'a pas été divulguée.
2. Le Partenaire commercial refuse de répondre aux questions relatives à la diligence raisonnable.
3. Le Partenaire commercial mène des activités commerciales dans (ou avec des Partenaires commerciaux liés à) des pays qui sont en étroite association avec des pays sanctionnés, tels que des ambassades étrangères.
4. Les itinéraires d'expédition inhabituels ou les dates de livraison imprécises pour les produits achetés à l'étranger.
5. Le Partenaire commercial n'a que peu ou pas d'expérience dans le domaine des biens ou des services vendus.
6. Le recours à un agent d'approvisionnement est nécessaire et l'on sait peu de choses sur la provenance des marchandises.
7. Le nom ou l'adresse du Partenaire commercial est similaire à l'un des fournisseurs figurant sur l'une des listes noires de fournisseurs.
8. Le Partenaire commercial a été impliqué dans des enquêtes ou des mesures d'exécution liées à des sanctions dans le passé.
9. Le Partenaire commercial est nouveau et les connaissances de Stericycle à son sujet sont incohérentes ou incomplètes.
10. Le Partenaire commercial ne connaît pas les caractéristiques de performance des produits ou les spécifications techniques des biens vendus.
11. Le Partenaire commercial est situé dans un endroit connu pour être une plaque tournante pour les régions/pays sanctionnés à proximité.
12. Le Partenaire commercial est constitué en société auprès d'une juridiction offshore.
13. L'adresse de l'entreprise du Partenaire commercial est une case postale ou un bureau virtuel.